DIAL

L'actualité en bref - septembre 2004

Nicolas Pinet

vendredi 1er octobre 2004, mis en ligne par Dial, Nicolas Pinet

AMÉRIQUE LATINE

La diminution rapide du nombre de catholiques de la région, où vivent un peu moins de la moitié des 1 milliard 71 millions de catholiques du monde est un sujet de préoccupation pour le Vatican. Au Brésil, pays du monde où vivent le plus grand nombre de catholiques – 100 millions parmi ses 182 millions d'habitants –, environ 500 000 personnes abandonnent chaque année cette religion. Au Mexique, second pays au monde pour ce qui est du nombre de catholiques, un phénomène similaire est en cours : les croyants qui professent cette religion ne sont plus que 88% des 102 millions d'habitants, soit 10% de moins qu'il y a 50 ans.

AMÉRIQUE CENTRALE

Au Honduras, 9 personnes meurent assassinées chaque jour, 8 en El Salvador, et 14 au Guatemala. La majorité de ces crimes est attribuée par les autorités aux bandes de jeunes, les « pandillas » ou « maras », auxquelles appartiennent quelque 300 000 jeunes centraméricains. Mais la violence est aussi le fait de la police ou de groupes armés non officiels qui cherchent à exterminer les pandillas. Chaque semaine sont retrouvés des cadavres mutilés de jeunes gens.

Durant la première moitié de l'année 2004, les autorités mexicaines ont déporté vers leurs pays d'origine environ 100 000 émigrants, qui tentaient de rejoindre les Etats-Unis par voie de terre, en traversant le Mexique. La précaire situation économique et sociale des pays d'Amérique centrale (El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua) contribue à l'augmentation constante de l'émigration.

MERCOSUR

Les dernières offres commerciales échangées par le Mercosur et l'Union européenne ont déçu les deux participants. Pour le Mercosur, l'offre européenne est en retrait vis-à-vis des propositions précédentes. Et certains gouvernements européens considèrent que les concessions du Mercosur en termes d'ouverture des marchés sont insuffisantes. Après 9 ans de négociations, les conflits d'intérêts de part et d'autres semblent présenter un obstacle infranchissable. Seul un changement de contexte, comme par exemple la réactivation des négociations de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), pourrait peut-être débloquer la situation.

ARGENTINE

Mercredi 1er septembre, alors qu'il allait faire l'objet d'une accusation formelle ce même jour au Sénat, 15 chefs d'accusation pesant contre lui, le juge de la Cour suprême, Adolfo Vázquez, a présenté sa démission. C'est le quatrième magistrat qui abandonne ses fonctions depuis la prise de fonctions du président Kirchner il y a 15 mois. La Cour suprême, composée traditionnellement de 5 membres avait été élargie en 1991 à 9 membres par Carlos Menem, alors président (1989-1999). Il avait ainsi obtenu une majorité en sa faveur, ce qui lui permit d'obtenir le soutien de la Cour sur des questions douteuses, assurant notamment l'impunité de fonctionnaires impliqués dans des affaires de corruption.

La mairie d'Atamisqui, une petite ville de 3 000 habitants située au nord de l'Argentine, dans la province de Santiago del Estero, est occupée depuis 24 jours pour empêcher le retour dans ses fonctions du maire Roberto Brandán, jugé pour plusieurs affaires, mais libéré, « faute de preuves », par les tribunaux qui, selon le ministère de la justice de la Nation, font preuve d'une « absence complète » d'indépendance. L'Etat fédéral est déjà intervenu 6 mois plus tôt pour mettre un frein à la « grave détérioration institutionnelle » du district.

Lundi 27 septembre, la Centrale des travailleurs argentins (CTA), qui réunit des syndicats du secteur public et des syndicats de professeurs et d'instituteurs refusant d'appartenir à la Confédération générale du Travail (CGT), liée aux secteurs les plus à droite du Parti Justicialiste, organisait avec d'autres organisations sociales et de défense des droits humains une journée de manifestation à Buenos Aires et dans quelques-unes des provinces. Les manifestants réclamaient le soutien du gouvernement et des autorités provinciales à un projet de loi destiné à annuler les procédures judiciaires dont font l'objet 4 800 personnes pour des délits supposés, liés à la participation à des manifestations.

BOLIVIE

Lundi 27 septembre, l'affrontement entre les cultivateurs de coca de la réserve naturelle Isiboro Sécure, du département central de Cochabamba, et les militaires chargés de détruire les plantations a provoqué un mort parmi les paysans et 15 blessés, dont 4 soldats. Le dirigeant des cultivateurs de coca de la région tropicale, le député Evo Morales, leader du Mouvement vers le socialisme (MAS) a obtenu en négociant avec le président Carlos Mesa, mercredi 29, l'indemnisation de la famille du défunt et la suspension pour 4 jours de l'éradication. Depuis, les paysans et leurs familles montent la garde à quelque distance des campements militaires.

BRÉSIL

Le Brésil est plongé dans un vaste mouvement de grèves en ce début de 2ème semestre. Les salariés considèrent que la reprise économique est favorable au renouveau des revendications, après 10 ans de réduction du pouvoir d'achat. Les fonctionnaires du Pouvoir judiciaire de l'Etat de São Paulo ont repris le travail fin septembre, après 91 jours d'arrêt des activités – ils ont obtenu une augmentation de salaire de 14,5%. Les employés bancaires ont décidé de prolonger leur grève initiée il y a deux semaines et les salariés de la compagnie aérienne VASP ont fait grève mardi 28 et mercredi 29 septembre pour réclamer le paiement de leurs arriérés de salaire.

CHILI

Jeudi 30 septembre, les forces armées chiliennes rendaient hommage au général Carlos Prats, à l'occasion du 30ème anniversaire de son assassinat à Buenos Aires, un an après le coup d'Etat du 11 septembre 1973. Commandant en chef des forces armées entre octobre 1970 et août 1973 et partisan du respect de la constitution, il présenta sa démission le 23 août 1973 après avoir fait l'objet d'attaques personnelles répétées. Il suggéra à Salvador Allende le nom d'Augusto Pinochet comme potentiel successeur digne de confiance. Jeudi 30 toujours, l'ancien dictateur était soumis à des examens psychiatriques pour déterminer si son état de santé permettait son inculpation dans le procès des crimes du Plan Condor, une opération de répression menée de façon conjointe par les différentes dictatures du Cône sud. De son côté, le Service des impôts a présenté une plainte contre l'ancien général auprès du juge Sergio Muñoz pour évasion et fraude fiscales et les avocats Carmen Hertz et Alfonso Insunza ont fait de même avec une accusation d'enrichissement illicite.

COLOMBIE

A la mi-septembre, une marche indigène ayant pour destination la ville de Cali, au sud-ouest du pays, a parcouru plus de 100 kms et réuni plus de 65 000 personnes. La marche, qui prenait la forme d'un congrès itinérant et s'arrêtait dans chaque localité pour siéger et débattre, avait été convoquée par le

peuple Nasa pour, d'une part, protester contre la proposition de réforme constitutionnelle qui doit permettre la réélection du président Alvaro Uribe et, d'autre part, rejeter les traités de libre-échange dont les négociations sont en cours. Communautés noires, paysans et syndicalistes ont répondu à la convocation et participé à la marche.

COSTA RICA

Divers groupes de la société civile, avec l'appui de députés et de personnalités officielles, réclament la démission du nouveau secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA) et ancien président du pays (1998-2002), Miguel Angel Rodríguez, impliqué dans une affaire de pots-de-vin qu'aurait payés la compagnie française de télécommunications, Alcatel.

ÉQUATEUR

Une centaine d'habitants de la provincseptentrionale de Sucumbíos se sont rendus à Quito, la capitale, jeudi 31 septembre et vendredi 1er octobre pour demander au ministère des affaires étrangères qu'il exige du gouvernement colombien que les fumigations avec des herbicides sur les plantations de coca et de pavot s'arrêtent à 10 kms de la frontière. La Fédération internationale des droits humains (FIDH) a présenté de son côté, mercredi 30, un Amicus Curiae (ami de la cour) au Tribunal constitutionnel de Quito pour soutenir la demande faite par la Fédération d'organisations paysannes du secteur frontalier et la Confédération des nationalités indigènes d'Equateur (CONAIE) questionnant les moyens mis en place par l'Etat pour protéger ses citoyens des effets des fumigations. Le recours de la FIDH se présente sous la forme d'une étude scientifique détaillant les effets des différents herbicides sur les personnes et l'environnement.

HAÏTI

Des groupes d'anciens soldats de l'armée haïtienne, dissoute il y a 10 ans pour violations des droits humains, occupent depuis début septembre des commissariats et d'autres édifices publics à Petit-Goave, Cap-Haïtien, Saint-Marc, Hinche, ainsi que plusieurs autres localités du plateau central d'Haïti. Outre les groupes criminels, il y a désormais 3 corps armés sur l'île : les anciens soldats, la Police nationale haïtienne et les 2 750 casques bleus de l'ONU.

L'ancien président d'Haïti, Jean Bertrand Aristide continue à réclamer au gouvernement français le remboursement des 90 millions de francs-or qu'Haïti a dû verser à Paris entre 1838 et 1883 en compensation pour les investissements et les terres des colons français. Economistes et historiens considèrent que ce paiement est un des facteurs qui firent d'Haïti le pays le plus pauvre d'Amérique.

MEXIQUE

Vendredi 17 septembre, le gouvernement mexicain signait un Accord d'association économique (AAE) avec le Japon, qui prévoit l'ouverture progressive des barrières douanières de 2005 à 2014. C'est le 12ème accord de libre-échange signé par le Mexique sans pour autant que l'on puisse dire que l'économie et la population aient vraiment bénéficié des accords précédents : entre 1992 et 2002, le Produit intérieur brut (PIB) a augmenté de seulement 0,96% par an et plus de la moitié des 100 millions d'habitants vivent en dessous du seuil de la pauvreté. C'est le premier accord du Japon avec un pays d'Amérique latine. Ce dernier espère ainsi commencer à pénétrer les marchés des pays du sous-continent.

EL SALVADOR

Le 4 septembre, le militaire Alvaro Saravia a été condamné aux Etats-Unis où il résidait pour avoir fait partie du groupe ayant planifié l'assassinat de Mgr Oscar Romero, archevêque de San Salvador, exécuté en mars 1980. C'est la première condamnation prononcée à ce sujet, tous les autres coupables étant toujours en liberté.

VENEZUELA

Fort de sa victoire au référendum du 15 août, Hugo Chávez a annoncé la création de 3 nouveaux ministères dans le secteur socio-économique : un ministère du logement, un ministère de l'alimentation et un ministère du « pouvoir populaire » qui regroupe une vingtaine d'organismes publics chargés d'octroyer des crédits aux particuliers et aux entreprises. Le président a aussi exigé « l'application stricte de la Loi des terres contre le latifundio » et augmenté le budget destiné aux plans spéciaux d'alimentation, de santé et d'éducation, qu'il souhaite « convertir progressivement en institutions de base du nouvel État social ». La politique d'investissements publics met en avant 2 projets-phares, la création d'une nouvelle ligne aérienne, Conviasa, et d'une nouvelle compagnie de téléphone, CVG Telecom. Le prix de vente du pétrole, qui constitue 50% des revenus de l'Etat et se vend actuellement 50% plus cher que ce que le budget prévoyait, donne pour l'instant au gouvernement les moyens de sa politique.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – L'actualité en bref.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.